

Economie | Tribune Libre: la désertion industrielle nationale de Total



La question du déclin industriel de notre pays a été au centre des débats lors de l'élection présidentielle. Une fois élu, le Président de la République a créé pour cela un ministère du « redressement productif ». Or, dans la quasi indifférence, Total, le premier groupe industriel Français démantèle par pans entiers ses activités industrielles en France. Après avoir bradé sa chimie (Atochem) à Arkéma, qui elle-même s'apprête à abandonner son pôle vinylique au groupe Klesch fossoyeur notoire d'industries en Europe, le groupe Total s'apprête à vendre sa filiale de distribution de gaz TIGF.

C'est l'héritière de Gaz du Sud-Ouest (GSO) constituée pour distribuer le gaz de Lacq dans les années 60. De lourdes menaces pèsent également sur le raffinage Français au moment où Total construit sa plus grosse raffinerie à Jubail en Arabie Saoudite. D'ici 2014, Total a prévu 15 à 20 milliards de cessions. Dans les 5 ans qui viennent, il prévoit de diminuer ses capacités de productions de 20 % en Europe. (Conf de presse du PDG de Total du 24 sept à Londres).

Dans le même temps, Total est en train de préparer son départ définitif de Lacq fin 2013. Prétextant la fin du gisement de gaz, Total est en train d'engager la liquidation finale de son patrimoine industriel, de ses actifs et des emplois concernés (les derniers 400 emplois Total de Lacq vont disparaître). Il brade les titres miniers et les derniers gisements pétroliers français qui produisent encore 175 000 tonnes de brut par an.

Fin 2013, Total n'aura plus aucune responsabilité industrielle à Lacq, qui a été son berceau industriel Français, puis à l'international : en effet la rente de Lacq a permis le développement en Afrique et en Mer du Nord. S'il a été contraint d'accepter la poursuite d'une production de gaz afin d'assurer la pérennité d'unités de thiochimie (dont découle bon nombre de matières premières essentielles pour l'industrie chimique du bassin de Lacq et au-delà) il n'en serait plus l'opérateur. Il transfère même sa responsabilité d'industriel en déléguant la réhabilitation du site de l'Usine de Lacq à une filiale. Alors que le groupe pétrolier a tiré plus de 25 milliards d'euros de profits de notre sous-sol, il veut partir sans se retourner, laissant derrière lui le complexe de Lacq livré à lui-même.

Il s'agit d'une véritable désertion industrielle nationale. Tous les efforts que fait Total pour masquer son départ, le soutien qu'il apporte aux projets d'investissements n'enlèvent rien au fait que son

abandon du site est totalement inacceptable. Toray arrive mais Total s'en va. Il raye d'un coup 60 ans d'histoire industrielle effaçant par la même tous les acquis sociaux obtenus de haute lutte.

Aujourd'hui l'urgence est de faire abandonner le projet de Total de vendre TIGF. Comment l'Etat peut-il laisser faire sans réagir le groupe Total qui, rappelons-le, a été construit à partir d'une volonté nationale d'indépendance énergétique, à partir de fonds publics, est devenu un major pétrolier mondial privé générant des profits colossaux, plus de 12 milliards en 2011, sans payer pratiquement d'impôts en France.

La privatisation des principaux groupes industriels Français, grandement alimentée par les subventions publiques a conduit ceux-ci à privilégier l'hyper profitabilité pour leurs actionnaires, souvent des non résidents, au détriment de l'industrie Française et de l'intérêt national.

Que fait l'Etat, le Ministre du redressement industriel, que font les élus locaux, sinon de se satisfaire du maintien à Pau du Centre Jean Féger. Jusqu'à quand d'ailleurs, on peut poser la question. Quand la locomotive industrielle sera partie, il sera trop tard.

Il est temps de briser la loi du silence, il est temps que l'Etat prenne ses responsabilités, il est temps que les décideurs locaux prennent conscience que le départ de Total signera le début d'un déclin économique et industriel annoncé.

Michel Aguer
Maire Adjoint de Lescar
Ancien secrétaire du syndicat CGT de Elf de 1987 à 2000

Michel Aguer
Crédit Photo : Michael Clarke Stuff
Publié sur aqui.fr le 15/11/2012
[Url de cet article](#)